LEGISLATION — Raad van State — WETGEVING
13 JUIL 1951
Transmis à M. Bureau Coordination

MTL. L.2224/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 13 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "créant le service social de l'armée", a donné en sa séance du 20 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 13de Juli 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot oprichting van de sociale dienst van het leger", heeft ter zitting van 20 Augustus 1951 het volgend advies gegeven:

I.

Le projet tend à créer, sous la forme d'une administration dotée de la personnalité juridique, une personne juridique distincte de l'Etat qui, sous l'autorité du Ministre de la Défense nationale, serait chargée :

1° de parer, au point de vue social, aux conséquences qu'entraînent pour les militaires et leur famille leurs prestations exceptionnelles dans l'exercice du devoir militaire, soit en temps de paix, soit en temps de guerre;

2° d'aider diverses catégories de personnes, accomplissant ou ayant accompli des prestations militaires, à faire face à des situations familiales auxquelles la prévoyance ordinaire ne leur permettrait pas de parer;

3° d'accomplir toute mission sociale dont le chargerait le Ministre de la Défense nationale.

En recourant, pour la personne juridique à créer, à la qualification d'administration personnalisée, le projet se réfère à une des catégories de personnes publiques parastatales décrites par l'article 1er de la proposition de loi sur les personnes publiques parastatales déposée au Sénat le 28 avril 1949 par les sénateurs Baron Moeyersoen, Pholien, de la Vallée-Poussin, Lohest et Verbaet. Cette appellation, qui trouve son origine dans un avant-projet de loi élaboré par l'Institut belge des sciences administratives, serait réservée

.../...

aux services publics nationaux constitués en personne distincte de celle de l'Etat et dont les organes sont soumis au pouvoir hiérarchique du ministre dirigeant le département dont ils relèvent. Il conviendrait de ne pas perdre de vue que la notion d'administration personnalisée n'a pas encore été définie d'une manière générale par la loi. Toutefois cette dénomination a été adoptée dans un cas d'espèce par les Chambres législatives lors du vote de la loi du 2 avril 1948 créant un Fonds de constructions scolaires. Les caractéristiques suivantes se dégagent de cette loi : le Fonds de constructions scolaires a une personnalité distincte de celle de l'Etat, il jouit de l'autonomie financière et est soumis à l'autorité hiérarchique du Ministre compétent.

Le service social de l'armée que le projet crée, présente les mêmes caractéristiques.

II.

Aux termes de l'article 4 du projet, le Ministre de la Défense nationale gère le service social de l'armée; il est assisté dans cette tâche d'un officier auquel il peut déléguer ses pouvoirs.

Il semble que l'intention du Gouvernement est de confier la gestion courante du service social à cet officier, qui sera chargé notamment de la liaison entre

.../...

le service et les unités de l'armée; il serait utile de le dire en termes clairs. Le texte, tel qu'il est rédigé, semble dire que cet officier ne pourra agir que dans les limites d'une délégation qui lui serait accordée par le ministre, alors que l'intention du Gouvernement est de confier par la loi une compétence certaine au directeur du service social et de n'autoriser une délégation des pouvoirs du ministre que dans des circonstances tout à fait spéciales.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces observations.

\+

\+ +

Pour le surplus, le texte tel qu'il est actuellement soumis au Conseil d'Etat n'appelle que des observations de forme et de présentation qui ressortent du texte ci-après :

PROJET DE LOI CREANT LE SERVICE SOCIAL DE L'ARMEE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

Article 1er.- ...(texte du projet du Gouvernement)...

CHAPITRE 1er.- DE L'OBJET DU SERVICE SOCIAL DE L'ARMEE.

Article 2.-

Le service social de l'armée a pour objet :

1° de parer, au point de vue social, aux conséquences qu'entraînent pour les membres des forces armées, pour les membres de la gendarmerie, pour les ouvriers militaires ainsi que pour leur famille, les prestations exceptionnelles dans l'exercice du devoir militaire, soit en temps de paix, soit en temps de guerre;

2° d'aider les catégories de personnes visées ci-après, à faire face à des situations familiales auxquelles la prévoyance ordinaire ne leur permettrait pas de parer:

a) les personnes visées au 1°;

b) les personnes attachées à l'armée à quelque titre que ce soit ou autorisées à suivre un corps de troupe;

c) les personnes bénéficiant à un titre quelconque d'une pension proméritée à la suite d'une activité ayant été rétribuée à charge du budget du Ministère de la Défense nationale, ainsi que les personnes se trouvant en situation de pouvoir prétendre à une pension du même chef sauf si des dispositions légales les font ressortir à un autre organisme d'intervention sociale;

.../...

3° d'accomplir, à l'égard des personnes visées au 2°, toute autre mission sociale dont le chargerait le Ministre de la Défense nationale.

Article 3.-

§ 1er. L'intervention financière du service social de l'armée peut notamment revêtir une des formes suivantes :

1° celle de prêts sans intérêts.

Ceux-ci sont consentis lorsque les bénéficiaires semblent être à même de rembourser ultérieurement la somme prêtée;

2° celle de dons en nature ou en espèces.

Les dons et les prêts peuvent être renouvelés.

Le montant maximum par intervention est fixé par le Roi.

§ 2. Le remboursement des prêts accordés à titre d'avance sur pension non encore octroyée ou sur toute autre rémunération ou indemnité payable à un titre quelconque en raison d'une prestation militaire -notamment l'indemnité de milice -, peut être assuré au moyen de retenues opérées sur les pensions et allocations de toute nature et de toute origine, nonobstant toute disposition légale contraire.

Ces retenues ne peuvent dépasser le tiers de la pension ou de l'allocation. Elles sont susceptibles de réduction, conformément aux dispositions prévues en matière de pensions de réparation.

.../...

CHAPITRE II. DE LA GESTION DU SERVICE SOCIAL DE L'ARMEE.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale gère le service social de l'armée.

Il est assisté dans l'accomplissement de cette tâche d'un officier qui est chargé de la gestion courante du service et en particulier de la liaison entre le service et les unités de l'armée.

Cet officier porte le titre de directeur du service social de l'armée; le Ministre peut, lorsque les circonstances rendent cette mesure nécessaire, lui déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les circonstances l'imposent, la direction du service social de l'armée peut être confiée à un civil.

Article 5.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

Le Roi arrête les modalités de l'action et du fonctionnement du service social de l'armée.

.../...

CHAPITRE III.DU PERSONNEL.

Articles 7 à 9.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

CHAPITRE IV. DES RESSOURCES ET DES BIENS DU SERVICE SOCIAL DE L'ARMEE.

Articles 10 à 14.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE V. DU REGIME COMPTABLE, FINANCIER ET FISCAL DU SERVICE SOCIAL DE L'ARMEE.

Articles 15 et 16.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 17.-

Avant le 15 juin de l'année qui précède l'année budgétaire, le Ministre de la Défense nationale établit le projet de budget du service social de l'armée qu'il soumet au Ministre des Finances,

.../...

avec le bilan, le compte de résultats et le rapport relatif à la dernière situation mensuelle de l'exercice en cours, en les annexant au projet de budget du Ministère de la Défense nationale.

Article 18.-

Les transferts et les dépassements des crédits limitatifs portés au budget du service social de l'armée peuvent être décidés par le Ministre de la Défense nationale, de l'avis conforme du Ministre des Finances ou de son délégué.

Si les dépassements de crédit sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de l'Etat supérieure à celle prévue au budget, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de l'Etat.

Article 19.- ...(texte du projet du Gouvernement)...

Article 20.-

Le Ministre de la Défense nationale et le Ministre des Finances désignent, de commun accord, des reviseurs auprès du service social de l'armée.

.../...

Les reviseurs sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Ils prennent connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent au service social de l'armée ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion.

Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion du service social de l'armée.

Ils adressent mensuellement un rapport au Ministre de la Défense nationale, au Ministre des Finances et au directeur du service social de l'armée; ils leur signalent, en outre, sans délai, toute négligence, toute irrégularité, toute infraction et, en général, toute situation susceptible de compromettre les intérêts du service social de l'armée.

Articles 21 à 27 - ...(texte du projet du Gouvernement)...

CHAPITRE VI.- DISPOSITION PARTICULIERE.

Article 28.-

Le personnel civil du Ministère de la Défense nationale est doté du service social prévu pour le personnel des autres ministères.

Le Roi détermine par arrêté les mesures propres à cette fin.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Minister de la Défense nationale,

I.

Het ontwerp strekt er toe,in de vorm van een administratie met rechtspersoonlijkheid, een van de Staat onderscheiden rechtspersoon in het leven te roepen die,onder het gezag van de Minister van Landsverdediging,tot opdracht zou hebben :

1° in sociaal opzicht, de gevolgen te verhelpen die voor de militairen en voor hun gezin voortvloeien uit de uitzonderlijke prestaties bij het vervullen van hun dienstplicht, hetzij in vredestijd, hetzij in oorlogstijd;

2° verschillende categorieën van personen die militaire prestaties verrichten of hebben verricht te helpen gezinstoestanden te boven te komen, die door de gewone voorzorgsmaatregelen niet kunnen worden voorkomen;

3° elke sociale opdracht te vervullen waarmede de Minister van Landsverdediging hem zou belasten.

Het ontwerp noemt de rechtspersoon die het wil in het leven roepen, een "gepersonaliseerde administratie". Deze term gaat terug op een der categorieën van parastatale publiekrechtelijke personen, beschreven in artikel 1 van het wetsvoorstel betreffende de parastatale publiekrechtelijke personen, welk voorstel op 28 April 1949 door de senatoren Baron Moeyersoen, Pholien, de la Vallée-Poussin, Lohest en Verbaet bij de Senaat is ingediend. Deze benaming, overgenomen uit een voorontwerp van wet uitgewerkt door het Belgisch Instituut voor bestuurswetenschappen,

.../...

zou uitsluitend gebruikt worden voor de nationale openbare diensten die als van de Staat onderscheiden personen zijn opgericht en waarvan de organen onderworpen zijn aan het hiërarchisch gezag van de minister die aan het hoofd staat van het departement, waarvan zij afhangen. Men verlieze niet uit het oog dat het begrip "gepersonaliseerde administratie" nog niet in het algemeen door de wet is omschreven. Echter is die benaming in een bepaald geval door de Wetgevende Kamers aangenomen bij de stemming over de wet van 2 April 1948 betreffende de oprichting van een Fonds der schoolgebouwen. Uit die wet komen de volgende kenmerken naar voren : het Fonds der schoolgebouwen heeft een van de Staat onderscheiden persoonlijkheid, het geniet financiële autonomie en is onderworpen aan het hiërarchisch gezag van de bevoegde minister.

De door het ontwerp ingestelde sociale dienst van het leger vertoont dezelfde kenmerken.

II.

Luidens artikel 4 van het ontwerp beheert de Minister van Landsverdediging de sociale dienst van het leger; hij wordt in die taak bijgestaan door een officier, aan wie hij zijn machten kan overdragen.

De bedoeling van de Regering lijkt te zijn, het dagelijks beheer van de sociale dienst toe te vertrouwen aan deze officier, die onder meer met de verbinding tussen de dienst en de eenheden van het leger zal zijn belast; het ware goed dat dit in duidelijke woorden werd gezegd. De gegeven tekst schijnt te betekenen, dat de officier enkel binnen de perken van een delegatie welke de Minister hem zou verlenen, kan optreden, terwijl de bedoeling van de Regering is, de directeur van de sociale dienst bij de wet met een vaste bevoegdheid te bekleden en een overdracht van de machten van de minister slechts in gans bijzondere omstandigheden toe te staan.

De Raad van State stelt een tekst voor die met deze opmerkingen overeenstemt.

\+

\+ +

Voor het overige zijn bij de tekst, zoals hij thans aan de Raad van State is voorgelegd, alleen betreffende vorm en inkleding opmerkingen te maken. Zij blijken uit de hierna volgende tekst :

ONTWERP VAN WET TOT OPRICHTING VAN DE SOCIALE DIENST VAN HET LEGER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging wordt er mede belast in Onze naam bij de wetgevende kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.- ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK I.- VOORWERP VAN DE SOCIALE DIENST VAN HET LEGER.

Artikel 2.-

De sociale dienst van het leger heeft als voorwerp :

.../...

1° in sociaal opzicht de gevolgen te verhelpen die voor de leden van de krijgsmacht, voor de leden van de Rijkswacht, voor de militaire werklieden en voor hun gezin voortvloeien uit de uitzonderlijke prestaties bij het vervullen van hun dienstplicht, hetzij in vredestijd, hetzij in oorlogstijd ;

2° de categorieën van personen waarvan hierna sprake te helpen gezinstoestanden te boven komen die door de gewone voorzorgsmaatregelen niet kunnen worden voorkomen :

a) de personen bedoeld onder 1° ;
b) de personen die, in welke hoedanigheid ook, aan het leger verbonden zijn of die gemachtigd zijn een troepenkorps te volgen ;
c) de personen die, in welke hoedanigheid ook, een pensioen genieten, toegekend ingevolge een activiteit waarvoor zij ten laste van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging bezoldigd werden, en de personen die om dezelfde reden op een pensioen aanspraak kunnen maken, behalve indien wetsbepalingen hen onder een ander organisme van sociale bijstand doen ressorteren;

3° ten aanzien van de onder 2° bedoelde personen, elke andere sociale opdracht te vervullen waarmede de Minister van Landsverdediging hem zou belasten.

Artikel 3.-

§ 1. De financiële tussenkomst van de sociale dienst van het leger kan namelijk geschieden onder de vorm van :

1° renteloze leningen.

Deze worden toegestaan wanneer de begunstigden in staat lijken de geleende som later terug te betalen ;

.../...

2° giften in natura of in geld.

De giften en leningen kunnen hernieuwd worden.

Het maximumbedrag per tussenkomst wordt door de Koning vastgesteld.

§ 2. In de terugbetaling van de leningen die worden toegestaan bij wijze van voorschot op een nog niet toegekend pensioen of op enige andere bezoldiging of vergoeding die, uit welken hoofde ook, wegens een militaire prestatie betaalbaar is - namelijk de militievergoeding - , kan voorzien worden door middel van kortingen op de pensioenen en toelagen van alle aard en van elke herkomst, niettegenstaande elke strijdige wetsbepaling.

Die kortingen mogen niet meer dan een derde van het pensioen of van de toelage bedragen. Zij zijn voor vermindering vatbaar overeenkomstig de bestaande bepalingen inzake vergoedingspensioenen.

HOOFDSTUK II. - BEHEER VAN DE SOCIALE DIENST VAN HET LEGER.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging beheert de sociale dienst van het leger.

In de uitvoering van deze taak wordt hij bijgestaan door een officier, belast met het dagelijks beheer van de dienst en in het bijzonder met de verbinding tussen de dienst en de eenheden van het leger.

.../...

Deze officier voert de titel van directeur van de sociale dienst van het leger ; de Minister kan, wanneer de omstandigheden zodanige maatregel noodzakelijk maken, hem zijn machten overdragen.

Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, kan een burger met het bestuur van de sociale dienst van het leger worden belast.

Artikel 5.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 6.-

De Koning stelt de modaliteiten van het optreden en van de werking van de sociale dienst van het leger vast.

HOOFDSTUK III. - PERSONEEL.

Artikelen 7 tot 9.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK IV. - INKOMSTEN EN GOEDEREN VAN DE SOCIALE DIENST VAN HET LEGER.

Artikelen 10 tot 14.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

HOOFDSTUK V.- REKENPLICHTIG, FINANCIEEL EN FISCAAL REGIME VAN DE SOCIALE DIENST VAN HET LEGER.

Artikelen 15 en 16.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 17.-

Vóór de 15e Juni van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat, maakt de Minister van Landsverdediging het ontwerp van begroting van de sociale dienst van het leger op en legt het aan de Minister van Financiën voor, samen met de balans, de resultatenrekening en het verslag betreffende de laatste maandelijkse stand van het lopende dienstjaar; hij voegt die stukken bij het ontwerp van begroting van het Ministerie van Landsverdediging.

Artikel 18.-

Tot overdracht en overschrijding van de limitatieve kredieten uitgetrokken op de begroting van de sociale dienst van het leger kan worden besloten door de Minister van Landsverdediging, op eensluidend advies van de Minister van Financiën of dezes gemachtigde.

Zo de kredietoverschrijdingen een hogere financiële Staatstussenkomst kunnen medebrengen dan de begroting voorziet, moeten zij vooraf door de aanneming van een overeenstemmend krediet in de Rijksbegroting worden goedgekeurd.

.../...

Artikel 19.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 20.-

De Minister van Landsverdediging en de Minister van Financiën wijzen in gemeen overleg revisoren bij de sociale dienst van het leger aan.

De revisoren zijn gelast op de geschriften contrôle te oefenen en ze juist en echt te verklaren. Zij nemen kennis, zonder verplaatsing, van de boekhouding en de comptabiliteitsbescheiden, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestandsopgaven en, over het algemeen, van alle geschriften. Zij zien de samenstelling na van de goederen en van de waarden die aan de sociale dienst van het leger toebehoren of waarvan deze het gebruik heeft of waarover hij het beheer voert.

Zij mogen zich niet met het beheer van de sociale dienst van het leger bemoeien.

Zij sturen maandelijks een verslag aan de Minister van Landsverdediging, aan de Minister van Financiën en aan de directeur van de sociale dienst van het leger ; zij wijzen hen daarenboven onverwijld op elk verzuim, op elke onregelmatigheid, op elke overtreding en, in het algemeen, op elke toestand die de belangen van de sociale dienst van het leger in het gedrang kan brengen.

.../...

Artikelen 21 tot en met 27.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK VI. - BIJZONDERE BEPALING.

Artikel 28.-

Het burgerlijk personeel van het Ministerie van Landsverdediging krijgt de sociale dienst zoals voorzien voor het personeel van de overige ministeries.

De Koning bepaalt bij besluit de daartoe geschikte maatregelen.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : A.VRANCKX,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :	raadsheer van State,	voorzitter,
J.COYETTE,	conseillers d'Etat,	
G.HOLOYE,	raadsheren van State,	
L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
G.DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
J.COOLEN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) A.VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat ff.,

De wn.Griffier van de Raad van State,

J.CYPRES,
Greffier adjoint,
Adjunct-Griffier.